

LES CAPITALISTES DE LA CHIMIE DÉCOUVRENT LES AFFRES DU CAPITALISME !

Dans un communiqué de presse du 16 octobre 2024, France Chimie, organisation patronale de la branche, affirme traverser une crise économique « inédite ».

Cette crise n'est pas vécue de la même manière par les ouvriers de Solvay à Salindres ou d'ExxonMobil à Gravenchon, où les usines ferment, et par les dirigeants de multinationales comme Air Liquide, Arkema, ou L'Oréal. Si baisse du taux de profit il y a dans les industries chimiques en France, cela ne signifie pas pour autant que les profits disparaissent ! En France, le secteur de la Chimie a vu son chiffre d'affaires passer de 68 milliards d'euros en 2020 à 108 milliards d'euros en 2023, soit une hausse de près de 59 % !

France Chimie fait craindre la disparition prochaine de 15 000 emplois et fait peser ces disparitions sur le dos de la concurrence internationale, sur les prix de l'énergie, etc. Nous tenons simplement à rappeler que ceux qui feront disparaître en premier ces emplois, ce sont les employeurs eux-mêmes ! Et cela, parce que les rendements attendus ne sont pas à la hauteur des bénéfices espérés, pourtant, ils existent bel et bien !

Là où le patronat de la Chimie devient schizophrène, c'est quand il revendique à tous les paragraphes de leur communiqué de presse la souveraineté industrielle (histoire de surfer sur un sujet médiatique), alors que les monopoles de la chimie française délocalisent à tour de bras ! Arkema, par exemple, a plus de 60 % de ses sites industriels hors d'Europe, et Air Liquide, plus des deux tiers de ses activités. Quant à L'Oréal, 75 % de sa production est réalisée hors de France. Et nous pourrions continuer ainsi indéfiniment.



« Lors de sa création, Arkema était présent surtout en Europe et aux États-Unis. Notre politique d'acquisition a permis de rééquilibrer le Groupe à l'échelle globale. Nous avons renforcé notre ancrage en Asie, au plus près des marchés en forte croissance. »

BERNARD BOYER - DIRECTEUR GÉNÉRAL STRATÉGIE

Le système capitaliste, dont les capitalistes de la chimie en France découvrent les lois, opère des flux d'investissements de par le monde pour produire toujours moins cher et pénétrer de nouveaux marchés en installant leurs sites aux quatre coins de la planète. Et ils osent ensuite venir revendiquer la souveraineté industrielle ?

De qui se moque-t-on ?!

Les plans de licenciements concernent les grands groupes ! Ce sont les Bayer, les Arkema, Exxon. S'il y a des menaces de suppressions d'emplois dans les TPE-PME, c'est uniquement dû à la destruction des emplois des grands groupes capitalistes dont ils sont dépendants économiquement ! Ce sont bien les mandants de France Chimie, les gros capitalistes, qui sont en train de détruire les industries en France et les emplois qui vont avec !

Pourquoi prôner alors la souveraineté industrielle ?

France Chimie veut, à nouveau, réclamer des aides de l'État pour améliorer ses entrées de cash et ainsi rendre son industrie implantée en France plus rentable. Nous l'avons constaté, les 15 000 emplois menacés le sont parce que ce sont eux qui les supprimeront, mais en associant à cette menace de suppression des revendications sur les prix de l'énergie et les aides à l'investissement, les patrons

de la Chimie veulent une nouvelle fois passer par la case départ en touchant le pactole des subventions de l'État en tout genre. Rappelons que le patronat, en général, a déjà profité de dizaines de milliards d'euros d'aides en tout genre.

Rien que pour l'année 2022, c'est 175 milliards d'aides publiques, plus 80 milliards d'exonérations de cotisations sociales et 90 milliards de fraudes et d'évasions fiscales !

Autre revendication des monopoles de ce secteur ?

Faire payer les salariés par l'engagement « d'un choc des simplifications », qui se traduit, dans les faits, par moins de droits et de garanties pour les travailleurs. En effet, le principal levier pour rétablir un taux de profit acceptable pour ce patronat, c'est de s'attaquer à nos salaires et à nos conditions ou temps de travail, puisque ce sont eux les employeurs et nous les subordonnés.

Lorsque France Chimie parle de « rétablir un cadre de concurrence équitable avec le reste du monde », outre la question du prix et de l'accès à l'énergie, est visée la question des « charges » salariales et des protections garanties par la législation. On n'est pas dupes, le patronat de la Chimie, comme leurs homologues des autres branches professionnelles, cherche à augmenter le temps de travail, réduire les cotisations sociales, supprimer les conquits pour accroître la productivité et tout cela sans embaucher.

À quoi joue France Chimie ?

La réalité est que les capitalistes de la Chimie connaissent fort bien le fonctionnement du capitalisme, il n'y a aucune naïveté de leur part. Pire, ceux-ci savent que l'État et son gouvernement n'existent que pour les servir. La réalité est que la concurrence que se livrent les patrons à l'échelle mondiale est une lutte à mort, et dans ce combat, les capitalistes puisent dans les fonds publics pour disposer de mannes de liquidités financières afin d'affronter leurs rivaux internationaux.

Quand France Chimie « menace », dans son communiqué de presse, de supprimer 15 000 emplois sur le sol français, c'est bien elle qui détient le bouton sur lequel appuyer pour les faire disparaître ! Et de cette manière, France Chimie exerce une pression sur l'État, le contraignant à augmenter encore les aides à son encontre ! Pire, elle accélère le rythme des réformes pour exploiter plus librement et férocelement la classe ouvrière française, encore trop protégée et trop coûteuse à ses yeux.

NOUS NE LAISSERONS PAS FAIRE !

La barbarie du capital est toujours payée par les salariés : suppressions d'emplois, cadences accrues, allongement du temps de travail, perte de pouvoir d'achat, mise en concurrence permanente avec d'autres salariés, etc. Nous n'acceptons pas le ton pleurnichard de la branche patronale alors qu'elle organise elle-même les menaces, voire les destructions des emplois dans la branche Chimie.

LA FNIC-CGT SE DRESSERA SYSTÉMATIQUEMENT, DANS L'UNITÉ D'ACTION AVEC LES TRAVAILLEURS, CONTRE LES PROJETS SCÉLÉRATS DU PATRONAT.

Nous revendiquons tout simplement :

- **Aucune suppression de poste dans les industries chimiques ;**
- **L'arrêt des cadeaux financiers au patronat déjà gavé d'argent public alors qu'il engrange des centaines de millions d'euros de bénéfices chaque année ;**
- **La mise en place d'un bouclier anti-dumping social qui supprime tout profit réalisé par la mise en concurrence des travailleurs, à travers leurs salaires, leurs droits et leur protection.**